

OCTOBRE 2021

RAPPORT D' ANALYSE DE CONFLIT – KOUANGO

PROJET RELSUDE



ACTED



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et de la compréhension des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les diverses réalités de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine.

La crise centrafricaine de 2012-2013 s'est propagée à Kouango en février 2013, ce qui sonna la prise de la ville par la coalition Séléka. Le groupe armé y a imposé des taxes et leur présence a peu à peu remplacé le pouvoir étatique, en se donnant le rôle de trancher et de juger en cas de conflit. Leur présence a été caractérisée par de nombreuses exactions commises sur les populations civiles. Les communautés chrétiennes se sont senties systématiquement désavantagées, en raison de l'appui des Séléka aux communautés musulmanes et de leur position hostile vis-à-vis des communautés chrétiennes. Un groupe Anti-Balaka s'est ainsi formé en réaction en 2014 afin de protéger et venger leurs coreligionnaires. Les Anti-Balaka ont effectué des incursions au niveau du marché de la ville et ont ciblé les étalages appartenant aux commerçants musulmans, aboutissant à la destruction de leurs étales et/ou leur pillage. Le durcissement résultant de la position des Séléka envers les communautés chrétiennes, puis de leurs successeurs de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), ont abouti à des altercations avec les Anti-Balaka en périphérie de la ville. En mars 2021, l'arrivée dans la ville des forces armées centrafricaines (FACA), accompagnées au départ par leurs alliés, a conduit au départ de l'UPC vers la périphérie.

En effet, l'UPC a fui et se trouve désormais à l'extérieur de la ville, sur une partie des axes routiers aux environs de Kouango. Ces zones qu'ils contrôlent sont devenues impraticables pour les personnes chrétiennes. Quant aux Anti-Balaka, ils contrôlent les autres axes routiers ainsi que les axes fluviaux bloquant les personnes musulmanes souhaitant se rendre dans leur zone. Cette situation empêche la libre circulation pour toutes les communautés.

Les groupes armés ont fait savoir que si les FACA quittaient la ville, ils se vengeraient pour le soutien de la population lors de l'arrivée des forces de l'armée.

Malgré ce soutien au départ, il semblerait que le comportement d'une partie des FACA dans la ville inquiète la plupart des habitants et pousserait à une plus grande division entre les deux communautés religieuses. Néanmoins, partiellement à cause de la menace des groupes armés, les FACA sont toujours perçues comme des protecteurs dont la présence est nécessaire. Il est donc demandé par les populations qu'ils soient formés et/ou que les éléments problématiques des forces, voire le contingent dans son ensemble, soient remplacés.

En revanche, la MINUSCA pâtit d'une réputation mitigée. Elle a marqué les populations à travers ses engagements en faveur de la cohésion sociale, soutenant plusieurs organisations de la société civile et facilitant leurs activités. Toutefois, le contingent népalais n'est rarement évoqué par les habitants pour leur protection de la population.

Le clivage social prépondérant à Kouango se trouve entre les communautés religieuses. Les organisations de la société civile ont fait de nombreux efforts pour prévenir une rupture totale. De même, les liens économiques entre les communautés laissent entrevoir le maintien d'une semblance de cohésion. Pourtant, des incidents à caractère sectaire ont marqué la ville depuis 2013, et ce, malgré l'absence d'affrontements de grande ampleur. Les années de crise, et la présence des groupes armés qui en découle, ont instauré un climat de méfiance et de vengeance dans la ville. Les répondants notent l'absence de dialogues et de discussions intercommunautaires sur ces sentiments et appellent de leurs vœux la mise en place de dialogues ouverts et inclusifs.

De nombreux habitants ont fui la ville ces dernières années, une partie demeure toujours déplacée. Quant à eux, les personnes qui reviennent en ville peinent à relancer leurs activités économiques. De nombreuses personnes déplacées se trouvent également les sites de déplacés de Kouango. Il s'agit en majorité des membres des communautés musulmanes ayant fui les exactions des Anti-Balaka dans les villages environnants. Ils reçoivent parfois un appui – perçu par plusieurs répondants comme ponctuel – des

organisations humanitaires. Au regard de leurs difficultés vécues, parfois suite à leurs propres déplacements du passé, du ressentiment existe chez une partie des communautés chrétiennes face à ce soutien.

La situation économique est une préoccupation de premier plan à Kouango. Historiquement, la ville a joui de sa position de carrefour situé sur des voies d'approvisionnement de la capitale. Son ancienne attractivité commerciale résidait également dans sa production de cultures de rente, en particulier celle du café. Aujourd'hui, l'effondrement quasi-totale de l'économie locale touche toute la population. La présence des groupes armés en périphérie de la ville a entraîné la chute de la production agricole. De plus, les Anti-Balakas chassent activement les communautés musulmanes des zones sous leur contrôle. Ce contexte empêche les commerçants locaux, comme ceux des grandes villes et des pays voisins, de transporter leurs biens de manière rentable et de voyager en sécurité. À titre d'exemple, les éleveurs transhumants ne se rendent quasiment plus dans la zone avec leur bétail. Enfin, l'état déplorable des infrastructures, particulièrement l'état des routes, constitue une contrainte supplémentaire à la relance économique de la ville.

Il faut noter toutefois l'importance des organisations de la société civile dans la gestion des conflits à Kouango. À ce titre, les organisations des femmes telles que l'organisation des femmes centrafricaines (OFCA) et l'organisation des femmes leaders jouent un rôle précieux et de premier plan. En revanche, au niveau de la population au sens large, il existe un sentiment que les femmes ne sont pas suffisamment impliquées et n'auraient pas encore un rôle public central. Les habitants évoquent la nécessité de les inclure davantage.

Les principaux acteurs et organisations de la société civile sont détaillés dans ce rapport. Un Comité local de paix et de réconciliation (CLPR) semble exister mais n'est pas actif et est peu connu de la population.

Les participants à la consultation ont souligné que l'essentiel recommandation, pour eux, et de raviver l'économie locale. Ils comprennent, généralement, que cela n'est possible sans passer par une sécurisation de la périphérie de la localité et un rétablissement des relations intercommunautaires:

- **Sécuriser Kouango et les zones périphériques de la localité :**
 - Désarmer les groupes armés pour un retour à la paix ;
 - Améliorer la présence des FACA, à travers l'augmentation de leurs effectifs, leur formation et/ou le remplacement des éléments portant atteintes aux populations ;
 - Rétablir les instances juridiques et judiciaires afin que justice soit rendue au regard des crimes et des exactions commis, permettant également de réconcilier la population.
- **Rétablir des relations intercommunautaires saines afin de favoriser la cohésion sociale, et *in fine* une paix complète et durable :**
 - Organiser des ateliers de dialogues intercommunautaires inclusifs sous l'égide d'un intermédiaire neutre et impartial ;
 - Fournir un appui technique, matériel et financier aux organisations de la société civile afin de renforcer leurs capacités ;
 - Créer un centre de rencontres pour les jeunes, sensibilisant les jeunes au dialogue intercommunautaire dans leur tranche d'âge ;
 - Permettre une répartition plus équitable de l'aide ;
- **Soutenir la relance économique**, l'une des principales préoccupations de Kouango :
 - Améliorer l'infrastructure d'éducation et la qualité des cours ;
 - Proposer de formations professionnelles, permettant aux populations, particulièrement les femmes, d'acquérir de nouvelles compétences et de s'insérer professionnellement ;
 - Favoriser la création d'emploi, y compris à travers des projets rassemblant des membres, particulièrement des jeunes, des différentes communautés ;
 - Aider les groupements professionnels à s'organiser et soutenir les secteurs économiques de façon matériel et financier pour un relèvement efficace ;
 - Réaménager les infrastructures routières.
- **Appuyer les déplacés** pour les faciliter à rentrer et à relancer leurs activités économiques.

Pendant les formations effectuées pour les membres de la société civile de Kouango, un plan d'action a été élaboré pour amplifier la résilience des habitants et la cohésion sociale. Ce plan d'action et un rapport de la formation sont attachés au présent rapport.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé Exécutif	2
Table des Matières	4
Abbréviations.....	5
Introduction.....	6
Situation politique, ordre public et sécurité	9
Histoire des tensions à Kouango.....	9
Situation actuelle	10
Femmes.....	10
Acteurs dans les conflits.....	10
Identités, groupes armés et cohésion sociale	12
Relations avec les groupes armés	13
Réfugiés – déplacés	14
Economie.....	15
Effets des conflits	16
Infrastructure.....	17
Élevage de bétail.....	17
Échanges intercommunautaires.....	17
Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit	19
Femmes.....	20
Acteurs dans la gestion des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix	20
Comité local de paix et réconciliation (CLPR).....	20
Association des femmes leaders	20
Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).....	22
Association des femmes de londo.....	23
Conseil sous-préfectoral de la jeunesse (CSPJ)	24
Comité islamique.....	24
Plateforme religieuse	25
Association des femmes musulmanes Elesongo.....	26
Maire de Kouango.....	26
Recommandations	27
Sécurité et stabilité.....	28
Cohésion sociale.....	28
Relance économique.....	29
Soutien aux déplacés et migrants de retour.....	31
Justice.....	31

ABBREVIATIONS

CICR – Comité International de la Croix-Rouge

CLPR - Comités Locaux de Paix et de Réconciliation

CSPJ - Conseil Sous-Préfectoral de la Jeunesse

FACA - Forces Armées Centrafricaines (Central African Armed Forces)

MINUSCA - Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

OFCA - L'Organisation des Femmes Centrafricaines

ONG - Organisations non-gouvernementales

OSC – Organisation de société civile

PRL – Plan de Relèvement Local

RDC – République Démocratique du Congo

UPC - Unité pour la paix en Centrafrique

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, Coopi, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis mène ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Bakala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie est appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis organise une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs interrogés sans biais ni inductions. Ce rapport aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnées, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

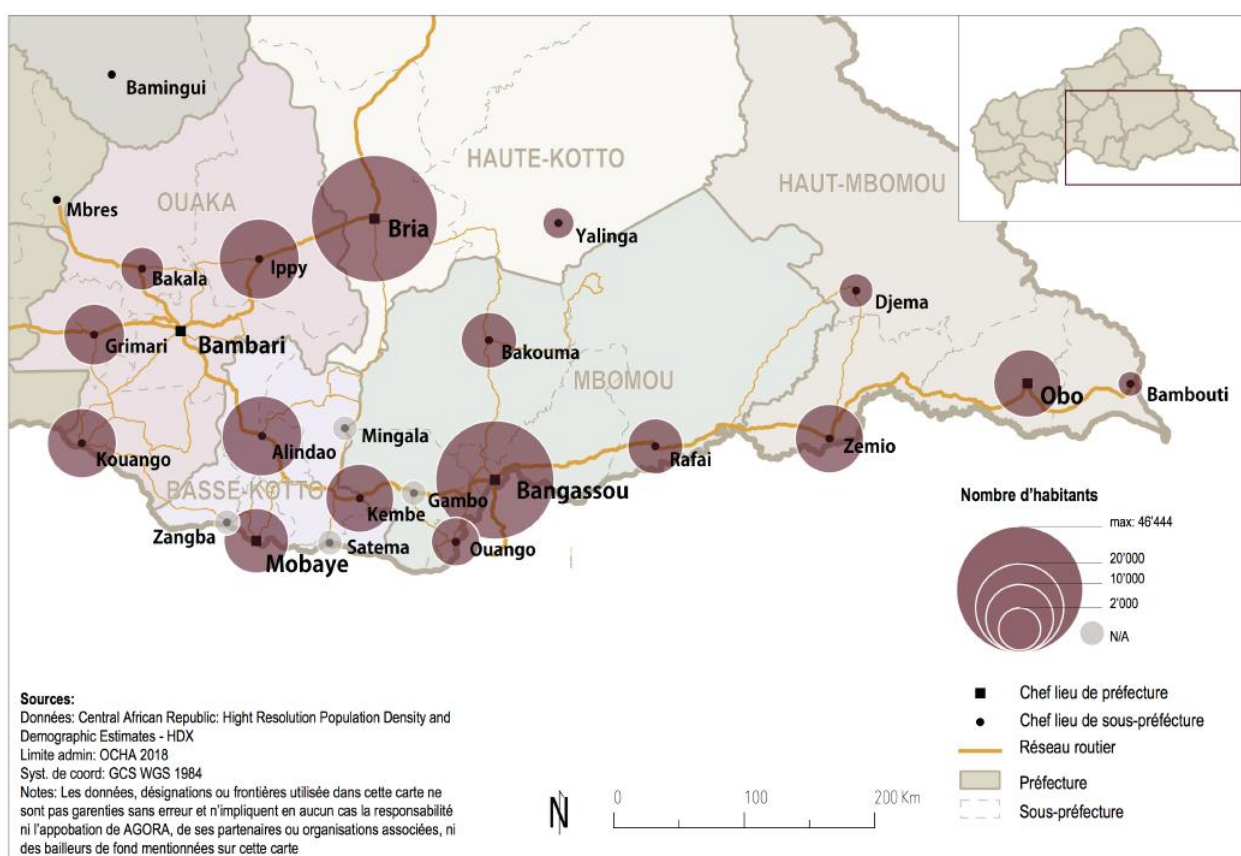
Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres proéminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

KOUANGO

Kouango est située dans la préfecture de Ouaka. Les axes routiers la connectent à l'ouest à Ndjoukou et Sibut, puis à Bambari dans l'est, via les localités de Bianga et Ngakobo. Au nord, la ville est reliée à Grimari via Lihoto et Lakandja. Enfin, au sud, l'axe fluvial permet la ville d'être connectée à la République démocratique du Congo (environ 3h de pirogue pour atteindre la ville de Dula) et à la capitale, Bangui. Kouango dispose de deux ports, un port d'arrivée et un port de départ (Petroca). La RDC reste la destination de refuge privilégiée par les populations en cas d'incident sécuritaire dans la ville, et ce même pour quelques jours.

La ville de Kouango compterait aujourd'hui entre 7 000 et 10 000 dans son centre urbain, selon le recensement électoral de 2015-2016'. Une grande diversité ethnique caractérise la population de la ville. Les différentes communautés qui vivent dans cette localité sont entre autres les Langbashé, Runga, Gula, Banda, Gbanziri, Pkagoua, Yapka, tout en étant peuplée majoritairement de Gbanziri et Langbashé. Historiquement, l'installation des Peules, Goulas, Roungas, et Bandelés serait plus récente que celles des Gobou, Yakpa, Yakoma et Kpagoua, en raison de leurs activités commerciales, selon certaines personnes enquêtées.



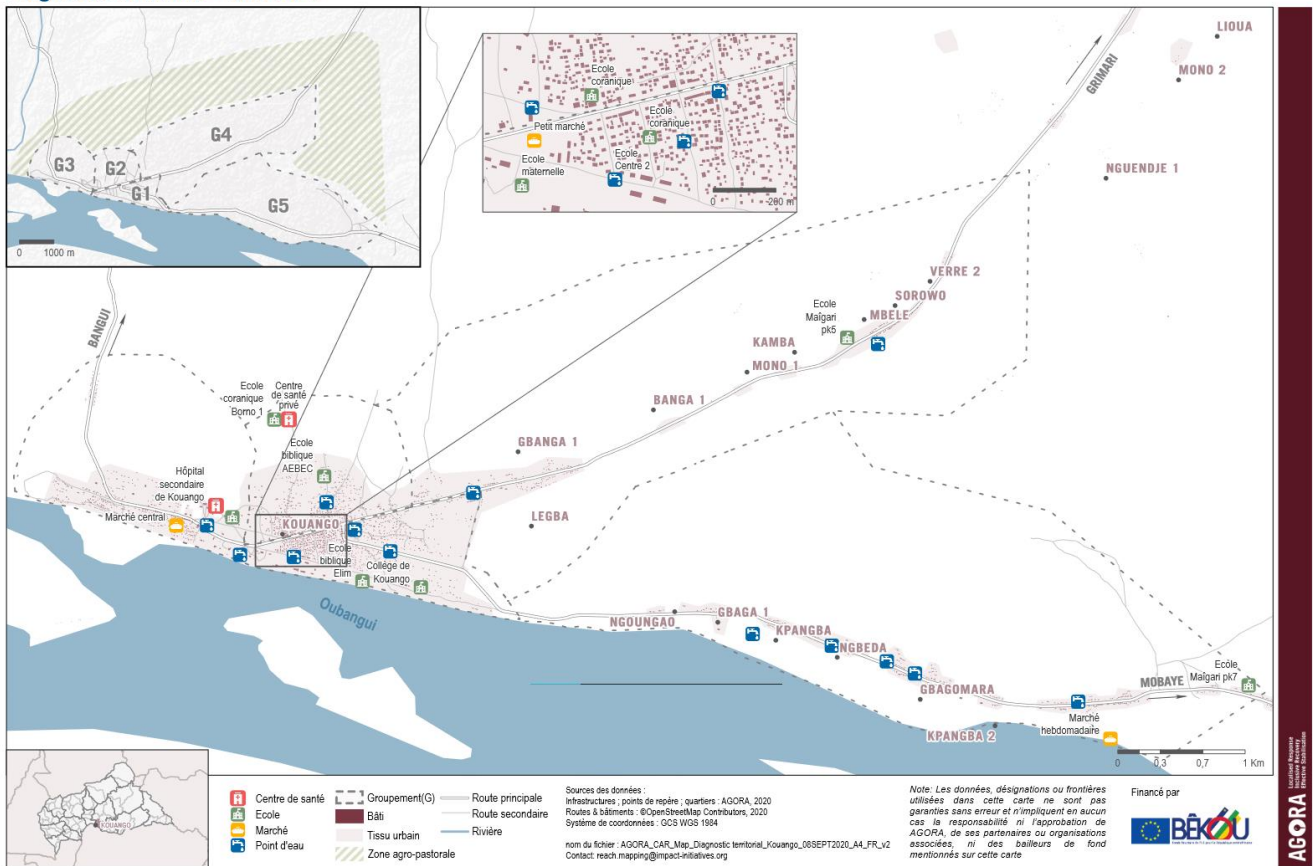
Carte d'estimation de la densité démographique du sud de la RCA (OCHA – 2018)²

¹ AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local de Kouango, lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/9f29cc74/AGORA_CAR_PlanRelèvementLocal_Obo_avril2021.pdf, consulté le 21/10/21

² AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local de Kouango, lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/9f29cc74/AGORA_CAR_PlanRelèvementLocal_Obo_avril2021.pdf, p.7, consulté le 21/10/21

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - OUAKA , Kouango, ville de Kouango
 Diagnostic territorial - Juin 2020

Pour usage humanitaire uniquement
 Date de production : 08 septembre 2020



Carte du centre-ville de Kouango (Agora – Diagnostic territorial 2020)³

³ 'Agora, Carte du centre-ville de Kouango- Diagnostic territorial, 2020, https://www.impact-repository.org/document/impact/3fbfb073/AGORA_CAR_Map_pr_Obo_Carte-generale_12APR2021_A2.pdf, consulté le 21/10/21'

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

HISTOIRE DES TENSIONS À KOUANGO

La crise de 2012-2013 qui a frappé la République centrafricaine s'est propagée à Kouango en février 2013. Les Séléka ont attaqué la ville et ont pris son contrôle après de brèves altercations. Dans les mois suivant leur arrivée, ils ont commencé à remplacer l'Etat, qui était maintenant absent dans la localité. De fait, ils ont mis en place des contrôles sur les voies routières, ils ont imposé des taxes et des droits de douanes; tout en tranchant dans les litiges.

Les répondants affirment que les actions des groupes armés ont systématiquement favorisé les membres des communautés musulmanes. Les commerçants chrétiens payaient plus de taxes, les litiges étaient tranchés en faveur des plaignants ou accusés musulmans, avec de lourdes amendes pour les perdants.

En réaction à cette situation, les Anti-Balaka ont attaqué la ville en mars 2014. Au lieu de chercher à prendre contrôle de Kouango, leur objectif a semblé être de commettre des exactions contre les communautés musulmanes et de piller leurs lieux de commerce.

Certains répondants voient ces attaques comme le vrai début du conflit. Les Séléka ont riposté et leur position envers les communautés chrétiennes s'est durci davantage. Hors de la ville, sur les axes, des affrontements se sont produits de manière épisodique. Une partie de la population a pris la fuite : les communautés chrétiennes souvent en direction de la RDC, les communautés musulmanes plutôt vers le Tchad.

Les Séléka, puis leur successeur de l'UPC, ont gardé le contrôle de la ville jusqu'en cette année. Sur les axes, dans le même temps, les Anti-Balaka continuaient à ériger des barrières et chasser des communautés musulmanes.

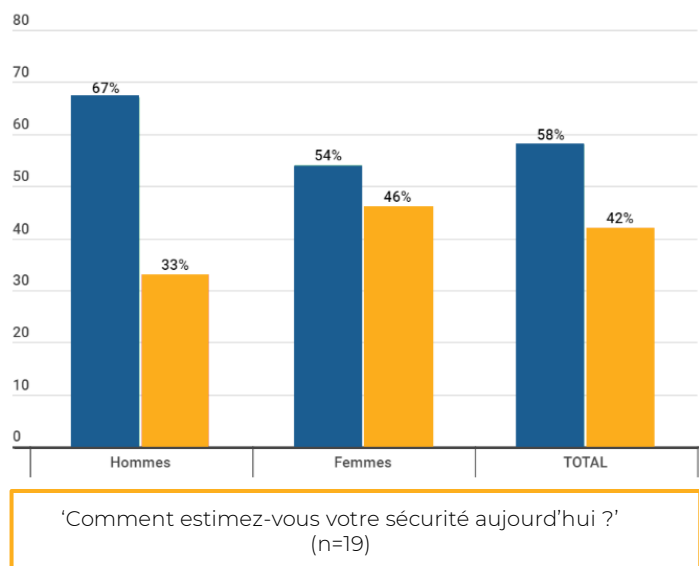
En mars 2021, les FACA et leurs alliés bilatéraux sont arrivés, poussant l'UPC à prendre la fuite. Les alliés ont continué leurs activités dans d'autres zones, laissant aux FACA à Kouango la tâche de maîtriser la situation sécuritaire. Lors de leur arrivée, la population a manifesté sa joie d'être libéré de l'impasse résultant de l'opposition entre les deux groupes armés. Par conséquent, ces derniers ont menacé les communautés de la ville, instaurant un climat de peur.

Après quelques temps, selon les répondants, les membres des FACA ont également commis des exactions et ont imposé des taxes, conduisant la population à les voir plus négativement.

SITUATION ACTUELLE

Pour le moment, la ville de Kouango est contrôlée par les FACA, les gendarmes et une partie des policiers avec le sous-préfet, qui représente le pouvoir étatique dans la ville – mais qui, étant issu d'une communauté peuhle et étant logé dans la base MINUSCA, ne fait pas l'unanimité et n'inspire pas confiance auprès de tous les habitants. Le maire est aussi présent et profite d'une meilleure réputation parmi les différentes communautés de Kouango, grâce, entre autres, à ses activités de réconciliation lorsque l'UPC contrôlait la ville. Bien que cela ait mené à un calme relatif en ville, la périphérie demeure contrôlée par les Anti-Balaka et l'UPC qui sèment la division en ciblant les populations qu'ils voient comme adversaires.

Toutefois, la situation sécuritaire semble relativement correcte à Kouango, avec 58% des participants affirmant qu'elle est bonne, bien que les enquêtés musulmans soient moins positifs sur la question. En général, les préoccupations concernant la situation économique semblent primer sur celles des besoins sécuritaires. Cependant, l'insécurité mène les répondants à s'inquiéter du bien-être de leur famille. À ce titre, 84% des répondants tiennent les groupes armés pour responsables de cette insécurité – dont 68% précisent les UPC et 32% les Anti-Balaka.



Si les habitants affirmaient profiter d'une bonne liberté de circulation lors des consultations menées en 2020 par Agora, cette situation a désormais changé depuis l'arrivée des FACA. L'UPC s'est retirée dans la périphérie de la ville et se partage ces zones avec les Anti-Balaka. L'axe Kouango-Grimari est contrôlé par ces derniers – créant un climat hostile pour les communautés musulmanes ; et les axes Kouango-Mobaye et Kouango-Ngakobo sont contrôlés par l'UPC – hostile aux membres des communautés chrétiennes. Les habitants des villages qui n'appartiennent pas à la bonne communauté sont dès lors poussés à se déplacer – souvent vers le centre de Kouango – et leurs biens et maisons sont pillés.

Le résultat est tel que 63% des répondants à Kouango craignent de subir des abus tels que les racketts et des violences physiques, par les groupes armés. Remarquablement, plusieurs personnes ont aussi peur des FACA.

FEMMES

Une partie importante des femmes consultées expriment leurs préoccupations concernant leur marginalisation dans la société de Kouango et elles s'inquiètent de l'avenir de leurs enfants, notamment au regard du manque d'infrastructures d'éducation et de l'absence d'enseignants.

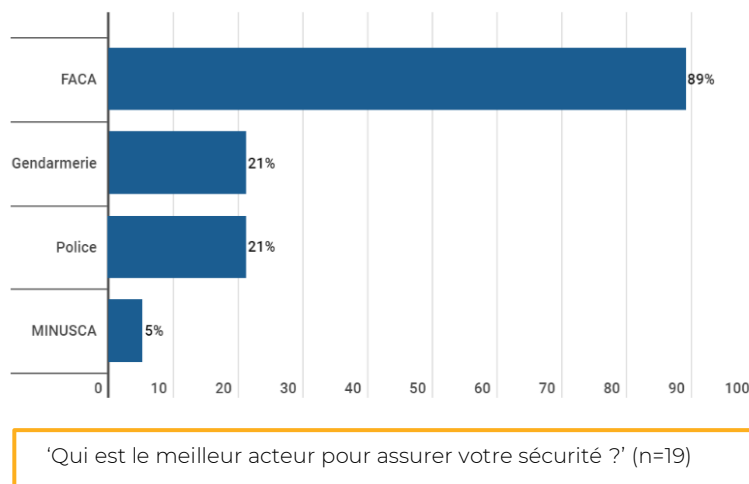
En outre, elles sont bien plus susceptibles de subir des abus que les hommes. Toutes les femmes craignent des menaces spécifiques liées à leur genre. Parmi leurs craintes, elles citent les agressions sexuelles de manière moins récurrente que dans d'autres localités consultées au sud-est, il n'en reste pas moins que ces menaces sont toujours bel et bien présentes et les empêchent, entre autres, de rejoindre leurs champs dans la périphérie de la ville.

ACTEURS DANS LES CONFLITS

À travers les échanges avec les habitants de Kouango, une situation délicate se révèle. Après des années sous le joug de l'UPC et de présence des Anti-Balaka dans la périphérie, ils se sont montrés heureux de voir le départ de l'UPC à l'arrivée des FACA. L'UPC a, par la suite, communiqué vouloir se venger contre toutes les communautés. Pendant ce temps, les FACA se sont montrés moins comme des libérateurs espérés, si

ce n'est les remplaçants des groupes armés, commettant à leur tour des exactions et renforçant la division. Par conséquent, la population se retrouve entre le marteau et l'enclume.

Les participants de la consultation semblent assumer que leur sécurité dépend des FACA, même si la plupart se plaint de leur comportement. 89% les ont cités comme meilleur acteur pour assurer leur sécurité, avec à peine une mention de la MINUSCA et des forces bilatérales.



D'autre part, le comportement de certains membres des FACA est aussi déploré, au point où les populations les comparent aux groupes armés. Plusieurs participants ont fait part d'arrestations arbitraires des FACA, qui demandent, par la suite, des sommes importantes pour libérer la

personne arrêtée. Les répondants musulmans ont le sentiment que ce genre d'exaction est plus souvent subis par les jeunes de leur communauté, au point de créer confusion et peur. Des membres des deux communautés ont indiqué que ces comportements aggravaient la division intercommunautaire.

Par conséquent, comme détaillé dans le chapitre Recommandations, une demande de remplacer les FACA ou de les former – mais, donc, de maintenir et même renforcer leur présence à Kouango, est réelle.

Mais l'image des FACA est toutefois plus positive que celle des groupes armés – les véritables responsables de l'insécurité, selon eux. Les personnes consultées à Kouango ne semblent pas prêter beaucoup d'attention aux discours et aux revendications de ces derniers. Un des participants d'un groupe de discussion ajoute : « pour le moment ils n'ont aucun but. Leur objectif, pour le moment, est de déstabiliser les zones où l'autorité de l'Etat n'est plus influente. »

Si certaines personnes, notamment parmi les membres des communautés musulmanes, croient encore aux intentions originelles des Séléka à leur arrivée, ils se seraient transformés en organismes d'exploitation à travers leurs exactions pour les répondants. Ils ont échoué d'atteindre leur but, puis ils se sont contentés de ramasser de l'argent facile auprès des populations locales dans les villes comme Kouango. Il s'agit pour eux de la principale raison pour laquelle l'UPC s'oppose à la cohésion sociale. Au vu des années vécues sous leur emprise et de leur expérience de leurs comportements, les répondants en concluent que la cupidité a pris le pas sur les revendications politiques.

Quant aux Anti-Balaka, ils ont tenté de défendre les communautés chrétiennes en chassant les Séléka du pouvoir à Kouango. Néanmoins, eux aussi, ont échoué et continuent jusqu'à ce jour à persécuter les communautés musulmanes sur les axes, poussant ces derniers à se déplacer à Kouango.

La MINUSCA est rarement mentionnée par les répondants. Son soutien aux activités de cohésion sociale est reconnu mais la MINUSCA est moins considérée dans sa capacité à protéger les habitants. Cependant, parmi les personnes affirmant avoir été victime d'abus dans le passé, 50% disent avoir eu recours à la MINUSCA pour un appui. Bien que l'échantillon soit trop limité pour pouvoir identifier quels abus ont incité les habitants à approcher la MINUSCA dans le passé, elle revêt néanmoins un rôle d'appui en cas d'exaction à Kouango.

IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Le marqueur d'identité le plus important pour les habitants de Kouango consultés est l'appartenance ethnique : trois quarts définissent d'abord leur identité en fonction de leur appartenance ethnique. Bien que la religion ne soit pas souvent citée comme marqueur de leur propre identité, lorsqu'il leur est demandé d'identifier l'autre, la religion devient dominante.

Les habitants se souviennent d'une période pré-crise quand les communautés entretenaient de bonnes relations. En l'occurrence, es répondants de confession musulmane parlent d'une synergie économique comme terreau de ces bonnes relations : les uns sont doués dans l'agriculture, la pêche, et l'élevage des petits ruminants, et les autres prospèrent dans le commerce et l'élevage du bétail.

Depuis la crise de 2012-2013, les relations intercommunautaires ont été endommagées à cause des incidents, du régime de l'UPC et des affrontements entre ces derniers et les Anti-Balaka. À l'instar des situations dans d'autres localités du sud-est de la République centrafricaine, la situation politique et sécuritaire a changé depuis la fin de l'année passée. En revanche, contrairement à certaines autres localités, la nouvelle situation a tendance à approfondir les clivages entre les deux communautés religieuses à Kouango.

Une raison particulière qui favorise cette tendance tient au fait que ces relations n'ont jamais été coupées complètement. Il n'y a pas eu de rupture totale dû à des incidents provoqués par l'un des groupes armés. Certains répondants mentionnaient par ailleurs des mariages interreligieux comme élément de l'importante résilience des relations intercommunautaires.

Cette opinion est loin d'être partagée. La plupart des répondants semblent opiner que les relations interreligieuses ont bel et bien été gangrénées au point d'un clivage important.

Au fil du temps et des altercations, les membres des communautés se sont rapprochés de leur protecteur, en l'occurrence l'un des groupes armés. Ces rapprochements ont mené à une confusion générale entre groupes armés et communautés associées.

En outre, bien que des incidents graves n'aient pas eu lieu au centre de Kouango, ce genre d'événements se sont déroulés dans les villages environnants. À cet égard, la présence de déplacés à Kouango témoigne de menaces persistantes. Les zones contrôlées par les Anti-Balaka sont presque toutes dépourvues de musulmans et sous le joug de l'UPC, les communautés chrétiennes se voient ainsi souvent contraintes à fuir.

Les exactions des Anti-Balaka sont souvent citées, et ce, par des membres des deux communautés. Elles auraient comme but de prévenir un retour des musulmans dans l'avenir, en détruisant leurs maisons et pillant leurs biens.

Les exactions des groupes armés dans les environs de Kouango pèsent également sur les relations intercommunautaires au centre, à cela s'ajoute le comportement des FACA qui exerce une pression supplémentaire.

Le résultat est celui d'un climat « de méfiance, de vengeance, de haine⁴ » qui aigrit la société et perpétue la division en commettant les exactions visant spécifiquement l'une des communautés.

Cette division est toutefois rarement discutée entre communautés, ce qui cause un enveniment des sentiments de griefs et d'hostilité, et d'autres types de sentiments négatifs.

Lorsqu'on demande aux enquêtés quel est l'état de leur relation avec les personnes de l'autre communauté, les résultats sont mixtes. Les musulmans disent avoir des relations commerciales et amicales. Les hommes, en particulier, disent souvent (67%) avoir des relations hostiles – bien que deux tiers aient également des relations amicales avec des personnes de l'autre confession.

Plus concrètement, peu d'enquêtés chrétiens ont interagi socialement avec des personnes musulmanes, bien que l'inverse soit affirmé de manière plus récurrente. Néanmoins, la plupart des enquêtés de toutes les communautés se disent prêts à accepter des invitations aux événements de l'autre communauté.

Des ressentiments entre communautés ethniques n'ont pas été rapportés dans les consultations d'août, ce qui peut être dû au temps limité dans la localité.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

Les relations entre les communautés et les groupes armés semblent complexes. Un enquêté sur cinq admet qu'il existe un soutien communautaire pour un groupe armé. Comme indiqué dans le paragraphe précédent, les communautés ont été contraintes d'approcher des groupes armés pour leur protection. Cependant, la plupart des répondants ont aussi une mauvaise opinion d'eux parce qu'ils sont vu comme source principale de l'insécurité à Kouango et aux environs.

Comme expliqué dans le chapitre *Situation politique, ordre public et sécurité*, l'opinion publique des groupes armés est négative et est souvent réduite à leur responsabilité dans la production d'insécurité, et du caractère cupide et pécunier de leurs motivations. Cette opinion est probablement renforcée par les

⁴ Entretien semi-directif avec une personne proéminente de la société de Kouango

menaces prononcées à l'encontre de la population suite à l'arrivée des FACA, ainsi que par les exactions commises dans la périphérie et le blocage des axes routiers et fluviaux.

Néanmoins, les liens historiques semblent persister, e tant que la division sectaire ne sera pas atténuée, la paix et la stabilité de Kouango continueront d'être mises à mal. A cela s'ajoute la pauvreté qui constitue la raison principale pour rejoindre un groupe armé, selon 88% des répondants, c'est la pauvreté, et qui continue de contraindre les opportunités des jeunes.

En outre, les avis sur les relations restent mitigés. Des répondants issus de la communauté musulmane sentent toujours due ressentiments de la part de leurs pairs chrétiens à cause des liens avec l'UPC. Néanmoins, une partie de ces répondants affirment qu'une telle relation n'a jamais existé et que l'UPC commettait autant d'exactions et imposait autant de taxes et amendes. En revanche, dans les zones environnantes contrôlées par les Anti-Balaka, les familles musulmanes sont poussées à se déplacer par des personnes que ces dernières considéraient des proches et qui ont maintenant rejoint le groupe armé. Le besoin de dialogue ouvert se dessine.

RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS

La ville de Kouango est contrôlée par les FACA alors que les zones environnantes sont sous le joug des Anti-Balaka et de l'UPC. Les groupes armés effectuent des exactions sur la communauté qu'ils considèrent comme opposée, ce qui pousse ces derniers à se déplacer – souvent à Kouango. Les conditions de vie de ces derniers à Kouango sont déplorables, malgré un appui de certains ONGI et la CICR. Bien qu'un conflit ouvert n'existe pas pour l'instant, une tension se fait sentir.

Les déplacés viennent majoritairement des villages environnants. Arrivés à Kouango, ils n'ont souvent presque rien pour survivre. Parfois, ils reçoivent des distributions de certaines ONGI et de la CICR mais cet appui est plutôt ponctuel. Pour certains, le dernier appui date de deux mois avant la consultation. La plupart des déplacés voudraient rentrer dans leurs villages mais la situation sécuritaire ne le permet pas, les forces qui les ont poussés à partir maintiennent toujours le contrôle. Dans l'intervalle, un soutien plus consistant et plus approfondi est donc demandé.

Ces demandes ne sont pas seulement motivées par la solidarité, elles semblent entendre également une demande d'appui pour la population de Kouango. Bien que la plupart des participants à la consultation aient affirmé avoir de bonnes relations avec les déplacés, des fissures sont aussi perceptibles. Parfois, des insultes et des altercations lors des distributions surviennent. Une personne proéminente de la société civile admet se trouver en concurrence pour l'accès aux ressources avec ces personnes.

En effet, les déplacés sont majoritairement issus d'une communauté musulmane. Quand les organisations internationales viennent aider ces derniers, des ressentiments sectaires semblent s'agrandir au sein d'une partie de la population de Kouango.

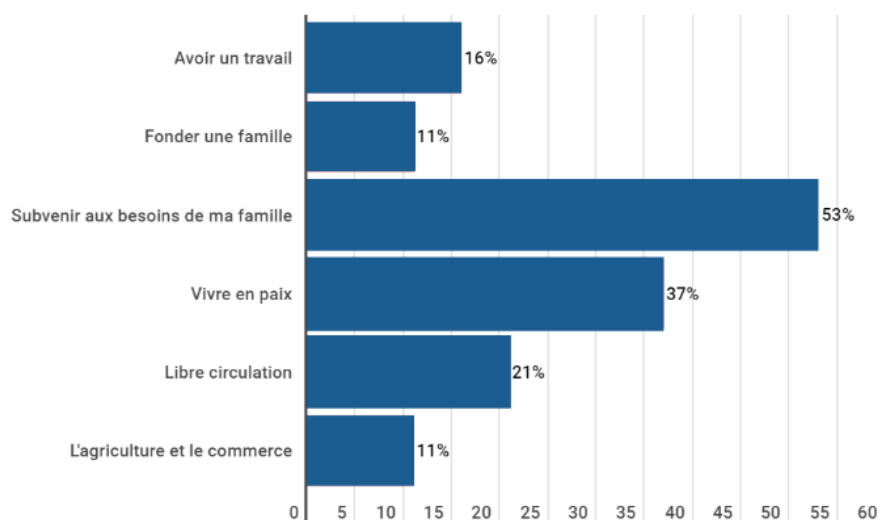
Certains répondants ont expliqué que la plupart des résidents de Kouango sont eux-mêmes retournés à une période de déplacement et font face à une situation de précarité. Un appui pour leur réinstallation et pour le relancement de leurs activités économiques est demandé et devrait être étudié davantage en parallèle aux appuis aux déplacés.

En outre, une partie des personnes déplacées et réfugiées demeurent en situation de déplacement. Les répondants admettent unanimement qu'ils sont les bienvenus à nouveau à Kouango.

ECONOMIE

Grâce à sa position stratégique sur la rive de l'Oubangui et son climat favorable à la production de cultures de rentes, telle que le café, Kouango connaît une histoire de ville de commerce prolifique, sur la voie d'approvisionnement de grandes villes comme Bangui et Bambari. Cette situation explique pourquoi beaucoup d'habitants voient la cohésion sociale en termes d'échanges commerciaux intercommunautaires et vice versa.

Les aspects économiques de la vie (79%) sont maintenant, pour eux, largement plus importants que les éléments sécuritaires (37%). La situation économique critique est soulignée par la difficulté de la moitié des répondants à subvenir aux besoins de leur famille.



'Qu'est-ce qui est important pour vous dans la vie ?' (n=19)

Traditionnellement, les activités sont divisées, chaque communauté ayant ses spécialités. Parmi ces activités, les plus importantes sont l'agriculture – des cultures de première nécessité et de rente – la pêche et l'élevage – de petits ruminants et de bétail.

Le café est la culture de rente dominante, toutefois mention est aussi faite de l'huile de palme. Ensemble avec l'élevage, y compris les activités des transhumants, ces cultures avaient élevé l'économie locale de Kouango, attirant l'attention des commerçants internationaux, notamment du Soudan, et permettant les commerçants locaux de voyager jusqu'en RDC et au Cameroun pour exporter les produits de Kouango et revenir avec les approvisionnements pour la ville, sans oublier les échanges avec les villes centrafricaines.

À cette époque, les commerçants affirment avoir fait facilement crédit à leurs partenaires des autres communautés, pour clarifier la confiance qui existait entre eux.

Depuis 2013, les activités économiques à Kouango ont commencé à diminuer. Il existe aujourd'hui de grands défis à relever pour une relance effective, comme l'explique une personne proéminente de la localité :

POUR QU'IL Y AIT REPRISE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS LA VILLE, IL FAUT QUE LES GENS PARTENT AU CHAMP SANS PEUR, IL FAUT QUE LES GRANDS COMMERÇANTS ARRIVENT DANS LA VILLE ET CELA NE PEUT SE RENDRE POSSIBLE QUE LORSQU'IL Y A LA PAIX ET LE VIVRE ENSEMBLE INTERCOMMUNAUTAIRE. MALHEUREUSEMENT, POUR LE MOMENT, LA PRÉSENCE DES GROUPES ARMÉS DANS LES AXES, LA DÉGRADATION DES ROUTES ET LES MÉSENTENTES ENTRE LES DEUX COMMUNAUTÉS DONT LES MUSULMANS ET CHRÉTIENS RENDENT LA SITUATION DE PLUS EN PLUS COMPLIQUÉE.⁵

EFFETS DES CONFLITS

La crise a fortement réduit, au fur et à mesure, ces échanges riches et multiformes. Certains répondants se rappellent d'une diminution des échanges dès l'arrivée des Séléka. D'autres évoquent surtout les évolutions depuis l'année dernière, menant à l'entrave de la libre circulation, comme déterminantes pour la crise économique actuelle.

Effectivement, la consultation ayant eu lieu en temps de récolte du café, plusieurs participants affirment que les agriculteurs déplacés de leurs champs sont en train de rater les fruits de leur travail.

Pour commencer, la production locale a fortement diminué. La présence des groupes armés dans la périphérie de Kouango empêche les agriculteurs d'atteindre leurs champs. Une partie importante des agriculteurs dans les villages a, en outre, dû quitter à cause des menaces subies. Et beaucoup de petits ruminants et bétail ont été volés.

L'insécurité décourage également les transhumants qui choisissent d'autres couloirs et pâtures pour éviter le vol de leur bétail ou que le bétail soit abattu.

En plus de l'insécurité, ce manque d'activités enlève les incitations pour les grands acteurs économiques, notamment de Bangui, Bambari et du Soudan, à faire le déplacement et injecter leurs fonds dans l'économie locale.

De plus, les potentiels rackets et taxes certaines qu'ils subiraient lors de leur voyage participent également à décourager les grands commerçants à se rendre dans la localité. Les axes routiers et fluviaux sont tous jonchés de barrières occupées par les groupes armés.

De la même manière, les commerçants de Kouango n'arrivent plus à se déplacer pour s'approvisionner de manière rentable. Ils sont contraints d'utiliser leur capital pour les besoins quotidiens, diminuant leur capacité à relancer les activités commerciales.

Le résultat est celui d'une économie locale entravée, causant des pénuries et une inflation des prix pour les produits de première nécessité. Comme expliquent des femmes dans un groupe de discussion :

MALHEUREUSEMENT TOUTES CES ACTIVITÉS SONT BLOQUÉES ET IMPACTENT LEURS SITUATIONS EN OCCASIONNANT UN TAUX ÉLEVÉ DE FAMINE ET DES MALNUTRIS, UN MANQUE DE MOYENS, UNE INFLATION DES PRIX ET DES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ, ET SUR LA LIBRE CIRCULATION DES

⁵ Entretien semi-directif avec une personne proéminente de la société de Kouango

BIENS ET PERSONNES À CAUSE DES AXES QUI SONT GÉRÉS PAR LES GROUPES ARMÉS, SUIVI DES TAXES, DOUANES ET TAXATIONS ILLÉGALES QU'ILS IMPOSENT SUR LES VOIES FLUVIALES COMME ROUTIÈRES AUX PASSANTS.⁶

INFRASTRUCTURE

Les répondants indiquent également que les axes routiers sont en mauvais état. Même sans la présence des groupes armés, l'approvisionnement de la ville est devenu laborieux et cher.

En outre, malgré la diminution des activités commerciales, plusieurs personnes se sont plaintes d'un manque d'espaces correctement aménagés sur le marché. En outre, l'effet du retour des déplacés en ville augmente la demande de telles infrastructures pour que tout le monde puisse participer aux échanges dans la ville.

ÉLEVAGE DE BÉTAIL

Kouango a une histoire de position de carrefour important de bétail sur la voie d'approvisionnement de la capitale, localisée à quelques centaines de kilomètres en aval de l'Oubangui. En raison de la pression des groupes armés, qui demandent de grosses sommes pour leur protection, les éleveurs transhumants semblent avoir largement suspendu leurs activités dans la zone.

Les commerçants et les répondants issus des communautés musulmanes expliquent la valeur qu'a la transhumance pour eux et pour l'économie locale. Ils demandent de faciliter le retour des éleveurs mais reconnaissent que cela n'est pas possible tant que la sécurité n'est pas assurée dans la périphérie de la ville.

Il est important de mentionner les destructions de champs causées par les mouvements de bœufs. Le PRL d'Agora⁷ mentionne un même mécanisme pour la résolution des conflits pareils entre les éleveurs et les agriculteurs. Cependant, ce mécanisme n'aurait pas convaincu tout le monde au regard du recours que les éleveurs avaient vers le groupe armé en cas de litige, selon un groupe de jeunes⁸.

ÉCHANGES INTERCOMMUNAUTAIRES

Le résultat de la réduction des échanges avec l'extérieur est celui d'une localité de fait enclavée. Les habitants doivent, par conséquent, compter sur les échanges qu'ils ont entre eux. Les échanges intercommunautaires deviennent, ainsi, très importants.

84% des répondants indiquent vendre régulièrement aux autres. Pour les achats, il s'agit même de la quasi-totalité des enquêtés qui achètent des produits auprès des membres de l'autre communauté religieuse. Ils attestent tous que ces activités sont importantes pour leur subsistance.

⁶ Focus groupe un groupe de 15 femmes

⁷ Focus groupe avec un groupe de 12 jeunes

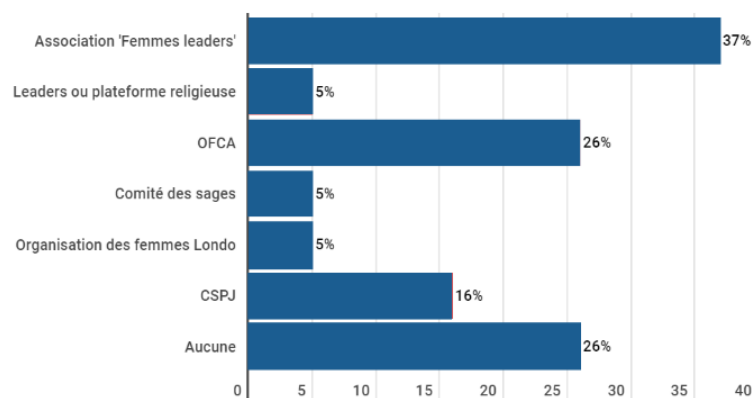
⁸ Ibid

En quelque sorte, l'interdépendance, dont les communautés sont conscientes, semble rassembler ces groupes autrement divisés par des années d'incidents et de discours de haine, provoqués par les acteurs en conflits.

INITIATIVES LOCALES & ENDOGÈNES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

Depuis le début de la crise à Kouango, des éléments alliés aux groupes armés ont tenté de diviser les communautés chrétiennes et musulmanes de la localité. Dans une certaine mesure, ils ont réussi mais leurs relations n'ont jamais été rompues totalement. Une des raisons pour lesquelles les habitants ont pu prévenir le pire réside dans le travail des organisations de la société civile qui se sont organisées pour combattre la division. À ce titre, de nombreuses plateformes pour les femmes ont vu le jour.

Lorsqu'on leur demande qui s'occupe des conflits dans leur localité, 42% des enquêtés pensent à une organisation de la société civile – dont 32% à une organisation de femmes. Un tiers mentionne une ONG et un quart pense à la MINUSCA et à leur chef de quartier.



'Quelles OSC s'occupent de la gestion de conflit ici?' (n=19)

Plus concrètement, lorsqu'on demande quelle organisation de la société civile s'occupe, de la gestion des conflits 42% cite une organisation des femmes – surtout l'Organisation des femmes leader (37%) et/ou l'OFCA (26%).

Il existe également un comité local de la paix et de la réconciliation mais il semble être inactif.

En ce qui concerne les conflits interpersonnels, les autorités locales ont repris leur position depuis le départ des groupes armés. Elles président les procédures d'arbitrage par lesquelles les habitants peuvent faire appel aux autorités locales. La première étape est de présenter le cas auprès du chef de quartier, qui peut le référer vers le maire et/ou le sous-préfet.

Ce processus induit en général une partie gagnante et une autre perdante. Pour éviter cela, plusieurs répondants affirment préférer régler les litiges à l'amiable avec un intermédiaire au choix pour chaque partie. Dans ce cas, l'intermédiaire favori pour la moitié des répondants est le chef de quartier ou de groupe, parce qu'ils sont généralement acceptés par les deux parties et qu'ils ont souvent la réputation d'être les plus justes.

FEMMES

Depuis le début de la crise à Kouango, les femmes de Kouango ont un rôle incontestable dans le maintien de la cohésion sociale. Selon les répondants, à travers les organisations de la société civile, elles ont organisé des événements de sensibilisation, elles ont interagi avec les groupes armés pour qu'ils cessent les hostilités et elles se sont concertées pour conseiller les hommes de leur famille de garder un comportement non-violent.

Les OSC des femmes vont également plus loin : elles organisent des groupements de l'agriculture, et d'autres associations ainsi que des activités où les habitants – et surtout les jeunes – des différentes communautés peuvent se réunir. Elles mettent en place des activités pour récolter des fonds pour améliorer la position des femmes à Kouango.

Ces organisations ont l'habitude de travailler avec des fonds ou le soutien d'organisations externes, telles que les ONG et la MINUSCA.

Pendant, spécifiquement dans la résolution de conflit, 47% des enquêtés, notamment les femmes mêmes, opinent qu'elles ne jouent actuellement aucun rôle. La majorité voudrait qu'on les implique davantage, dont 50% même en tant que leader.

ACTEURS DANS LA GESTION DES CONFLITS, LA RÉCONCILIATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

De nombreuses organisations et acteurs ont été cités par les répondants comme actifs dans la gestion de conflits et/ou la consolidation de la paix. Si, malgré tout, un peu plus d'un quart (26%) des participants mentionnent qu'aucune OSC ne sont actives à Kouango, ce sont principalement l'association des femmes leaders et l'OFCA qui semblent être les premiers intervenants dans le cadre des conflits intercommunautaires.

En effet, lorsqu'il s'agit de la réconciliation, la médiation et des méthodes alternatives de la gestion de conflit, les répondants, tout comme les équipes de Concordis, constatent un besoin de renforcement de capacités de ces derniers dans la matière.

COMITÉ LOCAL DE PAIX ET RÉCONCILIATION (CLPR)

Le Comité Local de Paix et de Réconciliation a été mis en place par le gouvernement Centrafricain afin de sensibiliser à la promotion de la paix et de prévenir et médier les conflits (notamment intercommunautaires) notamment en organisant des dialogues et ateliers de discussion. Présidé par le pasteur d'Obo, il semble néanmoins être inactif au sein de la localité de Kouango.

ASSOCIATION DES FEMMES LEADERS

Mise en place par la MINUSCA, l'association des femmes leaders est un regroupement de femmes à la tête d'organisations qui ont vu le jour depuis le début de la crise, telles que Elensoyo, Réveillez-vous, l'Organisation des femmes de Londo et l'OFCA. Bien qu'elle ait commencé comme un appui à la MINUSCA dans la gestion des conflits intercommunautaires (mais également maritiaux) et la sensibilisation des populations à la réconciliation et consolidation de la paix, elle s'inscrit aujourd'hui comme un acteur jouissant d'une certaine popularité, puisque citée par 37% des participants, et notamment 54% des femmes.

BUT	Participer au processus de sensibilisation, gestion et prévention des conflits entre les communautés et soutenir les femmes de la localité pour défendre leur place et leurs droits dans la société
THÈMES	<p>Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés</p> <p>Position de la femme dans la société</p>
ACTIVITÉS CONCRÈTES	<p>Sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale</p> <p>Facilitation des dialogues entre les parties en conflit</p> <p>Marches et manifestations en faveur de la paix</p> <p>Médiation de conflits intercommunautaires</p> <p>Organiser des activités sportives intercommunautaires</p> <p>Sensibilisations sur les droits des femmes</p> <p>Soutien financier aux femmes les plus vulnérables et promotion d'activités génératrices de revenus</p>
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	L'association des femmes leaders semblent être appréciée pour maintenir une bonne cohésion entre les communautés. Les participants préconisent cependant un fonctionnement plus inclusif et impartial à l'égard des femmes et des jeunes, l'approfondissement des activités économiques qu'elle propose ainsi que la formation professionnelle.

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) de Kouango fait partie de ce réseau à travers le territoire centrafricain dont la présidente a rejoint l'association des femmes leaders après sa création. Pas active pendant la crise, l'OFCA de Kouango a été mise en place afin de défendre les intérêts des femmes sous toutes les formes.

BUT	Représenter les femmes de la localité et défendre leur place et leurs droits dans la société
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Position de la femme dans la société
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisations sur la paix, la cohésion sociale et les violences basées sur le genre (VBC) Médiations des conflits intercommunautaires Facilitation des dialogues entre les parties en conflit Sensibilisations sur les droits des femmes Soutien financier aux femmes les plus vulnérables
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	L'OFCA de Kouango est une organisation particulièrement mentionnée par les femmes musulmanes. Les participants l'ayant mentionné mettent l'accent sur la nécessité pour l'OFCA d'encourager la participation des femmes et des jeunes au sein des activités de consolidation de la paix, de rendre son fonctionnement plus inclusif et impartial, mais également de proposer des solutions économiques tels que des AGR pour les femmes, ou encore des formations professionnelles.

ASSOCIATION DES FEMMES DE LONDO

L'association des femmes de Londo a été créée pour sensibiliser les communautés aux droits des femmes et aux violences basées sur le genre (VBG). Elle mène également des campagnes pour l'amélioration des conditions de vie au sein de la ville par des actions de nettoyage et facilite la création d'activités génératrices de revenu pour la résilience des femmes. L'association fait partie du groupement 'femmes leaders'.

BUT	Représenter les femmes de la localité et défendre leurs droits
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix Position et autonomisation économique de la femme dans la société
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibiliser sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble Former les femmes à des activités génératrices de revenus Mise en place d'une plateforme de micro-crédits Sensibiliser aux droits des femmes et aux violences basées sur le genre (VBG) Activités de nettoyage de la ville
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	L'association des femmes de Londo est reconnue comme étant inclusive envers les femmes et les jeunes, et leurs actions s'adressent à toutes les communautés. Cependant, les participants préconisent un fonctionnement plus impartial, et le renforcement des capacités de l'organisations en résolution de conflits, ainsi qu'un appui en moyens financiers et en matériels agricoles.

CONSEIL SOUS-PRÉFECTORAL DE LA JEUNESSE (CSPJ)

Le Conseil sous-préfectoral de la jeunesse de Kouango fait partie d'un réseau établi à travers le territoire centrafricain en 2010, et présent au niveau sous-préfectoral depuis 2012. Il est connu par 16% des participants comme étant l'une des OSC actives dans la résolution des conflits et la consolidation de paix à Kouango

BUT	Participer au processus de résolution des conflits et de consolidation de la paix, particulièrement auprès de la jeunesse de Kouango
THÈMES	Consolidation de la paix et gestion des conflits entre les communautés
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale Médiation dans la gestion de conflits entre les communautés Nettoyage de la ville
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Le CSPJ est une organisation peu mentionnée par les participants et qui est à l'origine d'un certain nombre de suggestions quant à l'amélioration de son intervention sur la localité. Les participants qui le mentionnent souhaiteraient que son fonctionnement soit plus inclusif envers les femmes, qu'il offre plus largement la possibilité aux jeunes de participer à la consolidation de la paix et aux femmes d'atteindre leur autonomie, et qu'il vivifie et redynamise son action dans la localité en étant plus actif et en proposant plus d'aides matériels dans le domaine de l'agriculture.

COMITÉ ISLAMIQUE

Le comité islamique est une organisation musulmane présidée par l'Imam de Kouango qui œuvre pour la consolidation de la paix à Kouango et la gestion des litiges entre les membres de la communauté musulmane à travers les principes de Coran.

BUT	Représenter les communautés musulmanes et promouvoir la paix à Kouango
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Gestion de conflit au sein de la communauté musulmane
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Médiation de conflits au sein de la communauté musulmane Sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Le comité islamique est une organisation qui reste plus particulièrement connue par la communauté musulmane, et qui semble se concentrer sur la gestion de conflits au sein de cette dernière. Les suggestions émises par les participants se focalisent sur la nécessité de rendre le comité islamique plus inclusif envers les femmes, les jeunes et les autres communautés.

PLATEFORME RELIGIEUSE

La plateforme religieuse de Kouango, qui réunit toutes les entités religieuses de toutes les communautés, a été créée afin de consolider la paix entre les communautés et de diffuser des messages de vivre ensemble et de tolérance pour l'acceptance de l'autre. Elle a marqué les esprits de la population en combattant les discours sectaires qui sévissaient entre les communautés chrétiennes et musulmanes et semblent avoir considérablement contribué à une atténuation des tensions intercommunautaires pendant la crise.

BUT	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Gestion de conflit et médiations
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Médiation de conflits entre les communautés Sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale Activités de dialogues intercommunautaires
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	La plateforme religieuse passe des messages de paix afin de consolider une cohabitation entre les différentes communautés. Elle a été annoncée comme inclusive envers toutes les communautés. Cependant, elle est encouragée à inclure la participation des femmes et des jeunes, et à proposer plus d'actions vis-à-vis des activités économiques, de la formation professionnelle et de l'autonomisation des femmes dans la société.

ASSOCIATION DES FEMMES MUSULMANES ELESONGO

L'association des femmes musulmanes Elesongo est un groupement cherchant à défendre la position des femmes musulmanes vulnérables au sein de la société, notamment en sensibilisation les communautés aux violences basées sur le genre (VGB), et en apportant un soutien financier et matériel aux veuves. Elles organisent des réunions et des activités de micro-crédits. Cette organisation semble cependant active qu'auprès des communautés musulmanes et ne reste que peu mentionné par les participants.

BUT	Représenter les femmes musulmanes et promouvoir la paix au sein de cette communauté religieuse
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix Défense du droit des femmes musulmanes et de leur place au sein de la société
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Soutien aux femmes musulmanes dans le besoin (notamment les veuves) Activités de micro-crédits et de soutien financier Sensibilisations sur la paix et la cohésion sociale Sensibilisations aux violences basées sur le genre (VGB) Organisation de réunions et de dialogues de paix
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	L'association Elesongo semble active qu'auprès des communautés musulmanes et ne reste que peu mentionné par les participants.

MAIRE DE KOUANGO

Le maire de Kouango est cité comme une personne ressource de la localité, qui est notamment intervenu avec la présidente de l'association des femmes leaders auprès des groupes armés (et notamment du Séléka) pendant la crise pour demander la cessation des attaques contre la population civile, une action qui mena à une restauration partielle de la paix au sein de la localité.

RECOMMANDATIONS

Comme indiqué dans le chapitre Economie, les habitants de Kouango aspirent surtout à leur subsistance et à l'amélioration de leur situation économique, souvent lamentable. Étant une ville auparavant habituée aux échanges avec des acteurs externes, tels que des commerçants internationaux et des grandes villes centrafricaines et des éleveurs transhumants, les habitants voient son rétablissement d'abord en termes économiques.

Cependant, les habitants savent qu'un relèvement économique doit nécessairement passer par un désenclavement de la localité, y compris à travers une sécurisation des zones périphériques des axes, et par une réconciliation entre les différentes communautés afin d'approfondir les relations et installer une paix plus stable. Une personne de premier plan de la société civile le formule ainsi :

LE VIVRE ENSEMBLE INTERCOMMUNAUTAIRE, LA PAIX, LA TOLÉRANCE RELIGIEUSE, ETHNIQUE ET POLITIQUE ET LE FAIR-PLAY SONT NON SEULEMENT DES CONDITIONS INDISPENSABLES, D'ABORD POUR LA REPRISSE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LE BIEN ÊTRE INTERCOMMUNAUTAIRE DANS LA VILLE, MAIS CELA PERMETTRA AUX DEUX COMMUNAUTÉS DE JOINDRE LEURS EFFORTS ENSEMBLE POUR L'ÉPANOUISSEMENT DE LA VILLE, VUE QUE CHACUNE DES COMMUNAUTÉS DISPOSE D'UN POINT FORT PAR RAPPORT À L'AUTRE, DONC C'EST IMPORTANT QUE CELA SOIT FUSIONNÉ POUR LE BIEN DE TOUS DANS LA VILLE.

79% des participants opinent que restaurer l'autorité de l'Etat pourrait promouvoir la paix, avec notamment 74% en faveur du désarmement des groupes armés et 74% pensent aux processus de consolidation de la paix. Ce dernier est nettement plus cité par les femmes enquêtées.

Néanmoins, il demeure primordial de tenir compte de la situation économique difficile dans laquelle se trouve une bonne partie des habitants de Kouango et comment cela influence à la fois leurs interactions avec les autres, et les considérations des autres, que ce soit les membres d'une autre communauté ou les intervenants externes comme les ONG.

SÉCURITÉ ET STABILITÉ

Les participants mentionnent la nécessité de renforcer la sécurité sur les axes périphériques de la localité afin de faciliter la libre circulation, étape indispensable au développement économique et à la stabilité de la ville. A cet effet, ils émettent plusieurs recommandations.

DÉSARMER LES GROUPES ARMÉS

Essentiel pour un retour à la paix dans la localité, 74% des participants mentionnent le désarmement des groupes armés comme étant une étape indispensable à la consolidation de la paix, à la cohésion sociale entre les communautés, au retour de la libre circulation et à la reprise des activités commerciales dans la zone.

En effet, selon certaines figures locales, la présence des groupes armés dans les zones périphériques et sur les axes ne permet pas la circulation des commerçants et des marchandises qui favoriserait la relance de l'activité économique de la ville. Cela génère une pauvreté et un sentiment de peur de la part des populations qui ne peuvent se déplacer librement.

Ce processus de désarmement nécessite une négociation avec les groupes armés encore présents sur les axes périphériques et un programme de réinsertion sociale et économique de leurs membres dans la vie active.

AMÉLIORER LA PRÉSENCE DES FACA

La réputation des FACA au sein de la ville de Kouango reste mitigée. Si, comme expliqué dans le chapitre Situation Politique, Ordre public et sécurité, les FACA suscitent une certaine méfiance dû aux exactions perpétrées par certains de leurs membres, 89% des répondants les citent comme le meilleur acteur pour assurer leur sécurité. Par conséquent, les répondants demandent à la fois une augmentation des effectifs et un remplacement du contingent ou une formation afin d'éradiquer les exactions.

De nombreux répondants recommandent l'augmentation des effectifs des FACA ainsi que l'extension des patrouilles dans les villages avoisinants et sur les axes périphériques. Cela permettrait de faciliter leur sécurisation et donc la libre circulation des populations civiles et des commerçants. Cette augmentation devrait être accompagnée d'une réinstallation complétée de l'autorité de l'Etat dans toutes ses formes, et notamment ses instances judiciaires.

Ce qui apparaît également comme important pour les répondants (surtout, mais pas exclusivement, ceux issus des communautés musulmanes) est le remplacement du contingent des FACA par une équipe plus adaptée, disciplinée et conventionnelle ne suscitant pas la peur ou la méfiance des populations locales. En effet, la confiance des habitants doit être régénérée notamment en mettant fin aux arrestations arbitraires et aux démonstrations de violence envers la population civile.

COHÉSION SOCIALE

Afin de faciliter le processus de cohésion sociale et de réconciliation, il est important selon certaines figures proéminentes de Kouango d'organiser des ateliers de dialogue intercommunautaire inclusif sous l'égide d'un intermédiaire neutre. En effet, 84% des participants interrogés indiquent qu'il n'existe aucun dialogue intercommunautaire au sein de la localité actuellement. Ce processus de dialogue doit être accompagné de campagnes de sensibilisation sur le vivre ensemble et l'acceptation mutuelle, ainsi que l'organisation d'activités de rapprochement communautaire, afin de permettre la pérennisation des effets bénéfiques de ce dialogue.

Pour faire le lien avec le manque d'activité économique, plusieurs personnes proéminentes proposent des projets d'activités génératrices de revenus et de « cash for work » qui rassembleraient les membres –

particulièrement les jeunes – des deux communautés, consolidant à la fois la coopération intercommunautaire et leur statut économique.

SOUTIEN TECHNIQUE POUR LES OSC

Conscient des efforts des OSC et de leurs actions au sein de la communauté, notamment celles des organisations des femmes, les participants soulignent néanmoins la nécessité d'un appui technique, financier et matériel pour leur permettre de participer plus efficacement aux processus de consolidation de la paix, de gestion des conflits et de l'économie locale.

Certains participants soulignent que les OSC (et notamment la plateforme religieuse, le CSPJ et le comité islamique) ne mettent pas suffisamment d'actions en place contre les problèmes économiques tels que le chômage des jeunes ou l'absence de personnel enseignant.

Les participants préconisent trois types d'appui pour les comités locaux et les organisations des femmes présents à Kouango :

- sur base de la formation reçue lors des consultations, un appui technique qui prendrait la forme de formation dans les principes d'inclusivité, impartialité et neutralité ainsi que les méthodes alternatives de gestion des conflits ;
- pour leur permettre d'étendre leurs activités de sensibilisation sur la cohésion sociale et le vivre ensemble aux villages environnants et pour leur autonomisation :
 - o un appui matériel ;
 - o et un appui financier.

CENTRE DE RENCONTRE POUR LES JEUNES

Afin de permettre aux jeunes de tisser des liens avec les jeunes de toutes les communautés, des figures proéminentes suggèrent la création d'un centre pour les jeunes de la ville, permettant ainsi l'existence d'une plateforme dédiée à cette tranche de la population et ouvrant la voie à plus d'échanges et à une plus grande écoute mutuelle de leurs préoccupations.

RELANCE ÉCONOMIQUE

La reprise des activités économiques est une priorité pour les habitants de Kouango, qui ne peut s'effectuer sans ces cinq éléments centraux : l'éducation, la formation professionnelle, la création d'emploi, un appui matériel et financier aux activités locales, et le réaménagement des infrastructures routières et fluviales.

Comme expliqué précédemment, il existe un cercle vertueux entre la prospérité économique des communautés et le niveau de cohésion sociale intercommunautaire au sein de la ville. Plus les populations locales peuvent subvenir à leurs besoins fondamentaux, plus elles sont enclines à se réconcilier et à vivre ensemble.

Au même titre, il existe une corrélation entre le niveau de sécurité dont les habitants font l'expérience et la situation économique. Sans une économie viable, la situation sécuritaire se détériore, et inversement, sans un sentiment de sécurité, le relèvement ne peut se faire, faute de production et d'échanges commerciaux.

ÉDUCATION

Les membres des associations et organisations des femmes expliquent que la scolarité des enfants est une priorité pour les femmes locales afin de rehausser leur niveau et d'offrir de meilleures opportunités économiques pour eux. La localité souffre du manque d'enseignants qualifiés et ressent un abandon de la part de l'Etat dans ce domaine.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Au-delà de l'éducation de base, les habitants de Kouango demandent des opportunités pour apprendre des compétences concrètes, des métiers qui leur permettront de subvenir aux besoins de leurs familles et de s'épanouir dans les secteurs économiques de la localité. Les besoins les plus cités par les participants sont : la formation en couture, en mécanique, en conduite, en maçonnerie, et en menuiserie. Ces préparations à divers métiers via des centres de formation doivent être accompagnées par la mise en place d'AGR. La combinaison de nouvelles opportunités économiques et professionnelles représente un moyen efficace pour les jeunes de s'insérer dans la vie active, et ainsi, de ne pas être forcés à trouver d'autres façons de gagner la vie. Elle contribue ainsi à l'amélioration de la situation sécuritaire et économique.

De plus, certaines participantes recommandent la mise en place d'un centre d'apprentissage pour les jeunes femmes, dispensant des formations en couture, coiffure, pâtisserie, et en commerce, leur permettant d'apprendre à étendre leurs activités et de vendre des produits dans d'autres ville. Cela leur permettrait, non seulement d'acquérir les savoir-faires nécessaires à l'obtention d'un travail, mais également de participer à leur résilience économique et sociale.

CRÉATION D' EMPLOI

Les répondants préconisent des appuis pour le marché de travail de Kouango au regard du manque quasi-total des opportunités actuellement. Ils citent spécifiquement des projets d'activités génératrices de revenus pour lancer les business locaux et de « cash for work » et « THIMO⁹ » pour injecter des fonds dans l'économie locale à travers les familles. Ces dernières permettent l'emploi temporaire des jeunes femmes comme des jeunes hommes et facilitent grandement la résilience des membres de la communauté les plus économiquement fragiles.

Les participants manifestent un grand espoir en les ONG internationales, non seulement pour mettre en place ces projets, mais aussi pour embaucher des habitants de Kouango pour leurs activités.

APPUI MATÉRIEL & FINANCIER

Un besoin d'appui matériel et financier direct est particulièrement palpable par les participants dans le domaine agricole. Beaucoup ressentent encore les effets du conflit et les pertes matérielles qui s'en suivirent. Il existe ainsi un besoin en appui financier, en matériel agricole, et en semence. Selon certaines figures locales, le manque d'outils est une entrave à l'agriculture, et de ce fait, au relancement des activités économiques et commerciales au sein de la ville.

Cet appui devrait être doublé par un soutien aux collectivités agricoles, piscicoles et autres groupements de métiers pour faciliter la résilience des communautés de la ville et la relance économique.

INFRASTRUCTURE

De nombreux participants ont mentionné la nécessité de la part de l'Etat de réaménager les infrastructures routières et fluviales aujourd'hui en mauvais état. La réhabilitation de ces axes est un point essentiel pour faciliter la libre circulation des marchandises et des personnes, et a un impact conséquent sur l'activité commerçante et la relance économique de la ville.

⁹ Travaux de haut intensité de main d'œuvre

SOUTIEN AUX DÉPLACÉS ET MIGRANTS DE RETOUR

Parmi les répondants, beaucoup sont en faveur du retour des communautés qui ont fui la ville à cause du conflit, un retour qui pourrait soutenir la relance des activités économiques de la ville. En effet, une bonne partie de la population a été en déplacement dans le passé.

Les déplacés présents à Kouango viennent majoritairement des villages environnants et sont souvent issus de la communauté musulmane. Si la plupart des déplacés voudraient rentrer dans leurs villages, la situation sécuritaire ne leur permet pas. Les participants recommandent ainsi un accompagnement leur permettant de se prendre en charge.

Sur le long terme, le désarmement des groupes armés est également avancé comme un moyen de regagner une situation sécuritaire stable permettant aux déplacés de rejoindre leurs villages respectifs.

MEILLEURE DISTRIBUTION DE L' AIDE

Un important élément sectaire semble présent dans les distributions de l'aide – la majorité des déplacés étant issus des communautés musulmanes et une bonne partie des habitants ayant fui Kouango dans le passé étant chrétiens. Ces derniers souffrent pour relancer leur vie, voient l'aide distribuée parmi les déplacés musulmans et concluent parfois que les communautés musulmanes sont favorisées.

Certaines répondantes critiquent, ainsi, la répartition des aides financières attribuées par les acteurs humanitaires de la localité et demandent une approche plus équitable.

JUSTICE

Afin de garantir une paix pérenne et la tolérance entre les communautés, quelques participants demandent, finalement, que les responsables des conflits locaux, et des pertes qui s'en sont suivies, soient tenus responsables de leurs actions et répondent de leurs crimes devant la justice. Ce processus de réconciliation et de justice ne peut se faire qu'avec l'appui de campagnes de sensibilisation au vivre ensemble.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitatives permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont prises en compte en détail pour le contexte.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposé sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toute consultation en temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - KOUANGO